MOBILITÉS CONTRAINTES ET STRATÉGIES D'ACCÈS AUX SERVICES DE BASE À GANDIÉ DANS LE DÉPARTEMENT DE BIANKOUMA

CONSTRAINED MOBILITY AND STRATEGIES FOR ACCESSING BASIC SERVICES IN GANDIÉ, BIANKOUMA DEPARTMENT

YOH Epouse TIA Oulai Munné-Prisca
Institut de Géographie Tropicale (IGT)
Université Félix Houphouët-Boigny (Cocody-Côte d'Ivoire)
Priscayoh6@gmail.com
(+225) 07 47 00 07 94

Résumé

Cette étude analyse les stratégies d'accès aux services de base des habitants de Gandié, un village rural enclavé du département de Biankouma. La démarche combine recherche documentaire, questionnaire administré à 115 habitants, entretiens auprès d'acteurs institutionnels et locaux, observation directe et prises de vue de terrain. Les résultats mettent en évidence des stratégies d'accès différenciées selon les services. Pour l'eau, les ménages alternent entre puits, réservoir scolaire et sources naturelles lorsque les pompes à motricité humaine sont en panne. Pour les soins, l'absence de centre de santé conduit à combiner médecine traditionnelle, automédication et déplacements vers le centre de santé de Gbonné. Les mobilités reposent principalement sur la marche, la moto et un camion assurant les liaisons avec les marchés. En matière de communication, les habitants se regroupent dans les rares points où le signal téléphonique est perceptible et certains utilisent des appareils jugés plus performants pour capter le réseau. Ces arrangements permettent de maintenir un accès minimal aux services, mais ils restent coûteux, irréguliers et vulnérables aux conditions climatiques et à l'état des infrastructures. L'étude montre ainsi que l'enclavement n'entraîne pas une absence totale d'accès : il oblige les populations à mettre en place des solutions de contournement dont l'efficacité demeure limitée.

Mots clés : Côte d'Ivoire, Gandié, mobilités contraintes, services de base, stratégies d'accès.

Abstract

This study examines the practical ways in which residents of Gandié, an isolated rural village in the Biankouma Department of western Côte d'Ivoire, gain access to basic services. The methodology combines documentary research, a questionnaire administered to 109 residents, interviews with institutional and local actors, direct observation, and field photographs. The findings identify service-specific access strategies. For water, households alternate between wells, the school reservoir, and natural sources when hand pumps are out of order. For healthcare, the absence of a local health facility leads residents to combine traditional medicine, self-medication, and travel to the health centre in Gbonné. Mobility relies mainly on walking, motorcycles, and a truck linking the village to markets. For communication, residents gather at the few locations where a mobile signal can be detected, while some use devices considered better suited to weak network coverage.
These arrangements make it possible to maintain a minimum level of access to essential services, but they remain costly, irregular, and highly dependent on weather conditions and the state of infrastructure. The study therefore shows that geographical isolation does not mean a complete absence of access; rather, it forces local populations to develop coping arrangements whose effectiveness remains fragile and unequal across services.

Keywords: Côte d'Ivoire, Gandié, constrained mobility, basic services, access strategies.

Introduction

L'accès aux services de base constitue un indicateur important de l'intégration territoriale et de la justice spatiale. Il ne renvoie pas uniquement à la présence matérielle d'un équipement, mais à la possibilité concrète pour les populations de l'utiliser. Dans les espaces ruraux enclavés, cette possibilité dépend des distances, de l'état des voies, des coûts de déplacement, de la disponibilité des moyens de transport et de la qualité des réseaux de communication. Les notions d'enclavement et d'accès aux services apparaissent ainsi étroitement liées. Soumahoro M. (2020, p172) insiste sur le caractère multidimensionnel de l'enclavement, tandis que Brunet R. (1997, p48) rappelle que des territoires disposant de ressources peuvent demeurer faiblement intégrés lorsque l'accessibilité et les équipements structurants font défaut. Dans le Tonkpi, cette question prend une acuité particulière en raison d'un relief accidenté et d'un réseau de desserte souvent difficile. Gandié, situé dans la sous-préfecture de Gbonné, illustre cette situation. L'axe Gbonné-Gandié est fortement dégradé, le réseau téléphonique est instable, l'accès à l'eau potable demeure incertain et l'offre sanitaire est absente dans le village. Pourtant, les habitants continuent à se soigner, à s'approvisionner en eau, à fréquenter l'école, à communiquer avec l'extérieur et à se déplacer vers les marchés. C'est précisément cet écart entre faiblesse de l'offre locale et maintien des pratiques d'accès qui constitue l'intérêt de l'étude. Kouassi A. (2014, p82) montre que les populations rurales enclavées rencontrent des difficultés accrues pour atteindre les structures de soins ; toutefois, l'analyse des seules contraintes ne permet pas de comprendre comment la vie quotidienne se maintient dans ces territoires. Dès lors, la question posée est la suivante : par quelles pratiques et quels arrangements les habitants de Gandié parviennent-ils à accéder aux services de base malgré les contraintes liées à l'enclavement ? L'objectif de cette étude est donc d'analyser les modalités d'accès aux services de base mises en œuvre par les populations de Gandié dans un contexte d'enclavement rural. L'hypothèse retenue est que l'accès repose sur des stratégies de contournement combinant ressources de proximité, déplacements vers les localités voisines, modes de transport adaptés et pratiques collectives de communication, mais que ces solutions restent fragiles, coûteuses et inégalement efficaces.

1. Outils et méthodes

La méthodologie est structurée en deux parties : la présentation de la zone d'étude et la démarche méthodologique de cette étude.

1.1. Présentation de la zone d'étude

Le village de Gandié est situé dans la sous-préfecture de Gbonné (département de Biankouma) à l'extrême Ouest de Côte d'Ivoire plus précisément dans la région du Tonkpi (Figure 1). Cette région appartient à zone montagneuse de l'Ouest ivoirien, connue pour ses reliefs escarpés et ses conditions d'accessibilités difficiles. La population villageoise est de 1090 habitants selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) en 2021.

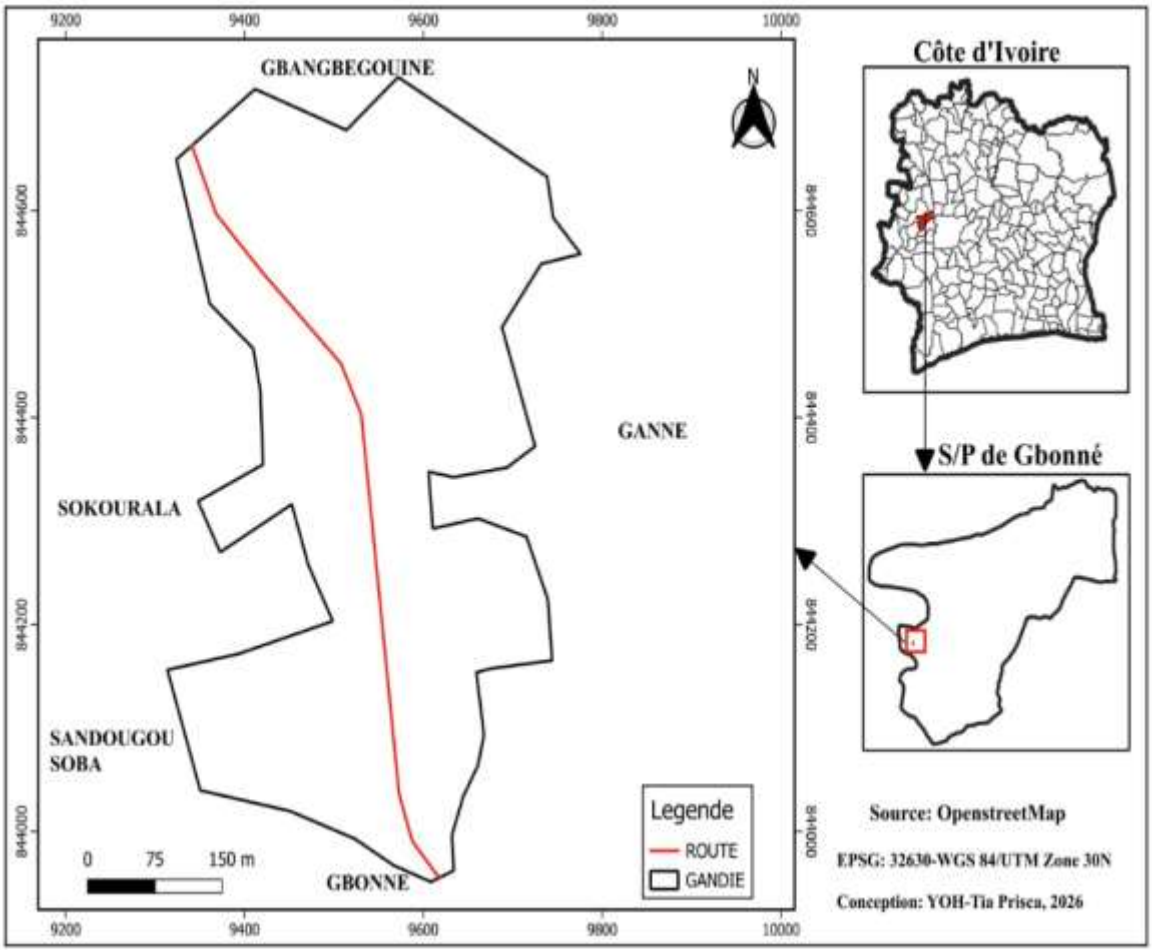


Figure 1 : Situation géographique de la zone d'étude

Réalisation, YOH-TIA Prisca, 2026

1.2. Démarche méthodologique

Pour mener cette étude, une démarche hypothético-déductive a été mobilisée à partir de la recherche documentaire, de l'enquête par questionnaire, des entretiens et de l'observation du terrain. La recherche documentaire a porté sur les inégalités territoriales d'accès aux services de base et sur les effets de l'enclavement dans les espaces ruraux. Le travail de terrain s'est déroulé du 15 au 30 février 2026, après information des autorités locales et du chef du village. Un échantillon de 109 habitants, soit 10 % de la population recensée en 2021, a été interrogé à l'aide d'un questionnaire. À cette enquête quantitative se sont ajoutés des entretiens avec deux responsables de la sous-préfecture de Biankouma, un acteur du transport assurant la liaison entre Gandié et l'extérieur, ainsi qu'un échange collectif avec trois enseignants, dont le directeur de l'école primaire. Au total, 115 personnes ont ainsi été mobilisées dans le dispositif d'enquête dont 109 répondants au questionnaire et 6 informateurs clés comme l'indique le tableau 1. Les plantations, les circuits d'écoulement des produits agricoles, les points d'eau, la voie d'accès et les infrastructures scolaires ont également été observés. Les prises de vue de terrain ont servi à documenter les conditions d'accès et les solutions mobilisées par les habitants.

Le fond de carte utilisé provient de la Division cartographique de l'Institut National de la Statistique (INS) au 1/250 000. Les données quantitatives ont été traitées sous Excel 2010 et les cartes ont été réalisées avec QGIS 3.40. L'analyse des résultats a été organisée, pour chaque service, selon trois éléments complémentaires : la contrainte rencontrée, la solution ou pratique

de contournement mobilisée par les habitants, puis les limites résiduelles de cette solution. Les entretiens et observations ont été utilisés pour expliciter les mécanismes révélés par les fréquences issues du questionnaire et pour trianguler les informations.

Populations Cibles	Effectifs	Informations recueillies
Habitants	109	Les difficultés d'accès aux services de base et la perception des services disponibles ; les problèmes liés à l'écoulement des produits agricoles.
Autorités sous-préfectorales	2	Problèmes d'évacuation sanitaire, les difficultés d'écoulement des produits agricoles, le manque d'infrastructures et les disparités entre villages ; informations sur les projets de développement et les besoins prioritaires des populations. Ces données permettent de mieux comprendre les vulnérabilités territoriales et de renforcer l'analyse scientifique de l'enquête.
Acteurs de transport	1	Contraintes liées au transport des produits agricoles; Pannes, risques et insécurité des déplacements ; Fréquence des déplacements vers marchés, écoles et centres de santé ; Impact de l'enclavement sur les activités économiques et les mobilités quotidiennes.
Fonctionnaires enseignants	3	État des infrastructures scolaires ; Effets de l'enclavement sur la fréquentation scolaire ; Retards et absentéisme pendant la saison des pluies ; Difficultés de déplacement des enseignants ; Conditions de logement des enseignants en milieu rural ; Impact des problèmes d'eau et d'électricité sur l'apprentissage ; Besoins prioritaires pour améliorer les conditions d'enseignement.
Total enquêtés	115	

Tableau 1 : Récapitulatif des cibles enquêtées
Source : Enquêtes de terrain, Février 2026

2. Résultats

Les résultats sont présentés en mettant l'accent sur les pratiques qui permettent aux habitants de maintenir un accès aux services malgré l'enclavement. Le relief et l'état du milieu physique constituent d'abord le cadre des contraintes de mobilité. L'analyse examine ensuite, pour l'eau, la santé, l'éducation, le transport et la communication, les solutions effectivement mobilisées par les populations ainsi que leurs limites.

2.1. Les contraintes physiques qui encadrent les mobilités à Gandié

2.1.1. Un relief qui impose des déplacements difficiles

Le milieu physique est marqué par un relief escarpé, composé de collines et de montagnes, caractérisé par des pentes abruptes et des altitudes pouvant atteindre environ 820 mètres d'altitude. Ce contexte topographique structure fortement l'organisation de l'espace et les pratiques quotidiennes des populations. Le climat de type tropical favorise une végétation dense et des sols fertiles, propices à l'agriculture. Toutefois, en saison des pluies, les pistes deviennent particulièrement impraticables, accentuant l'isolement des localités. Cette configuration environnementale explique en partie l'enclavement accentuant l'isolement de la localité de Gandié.

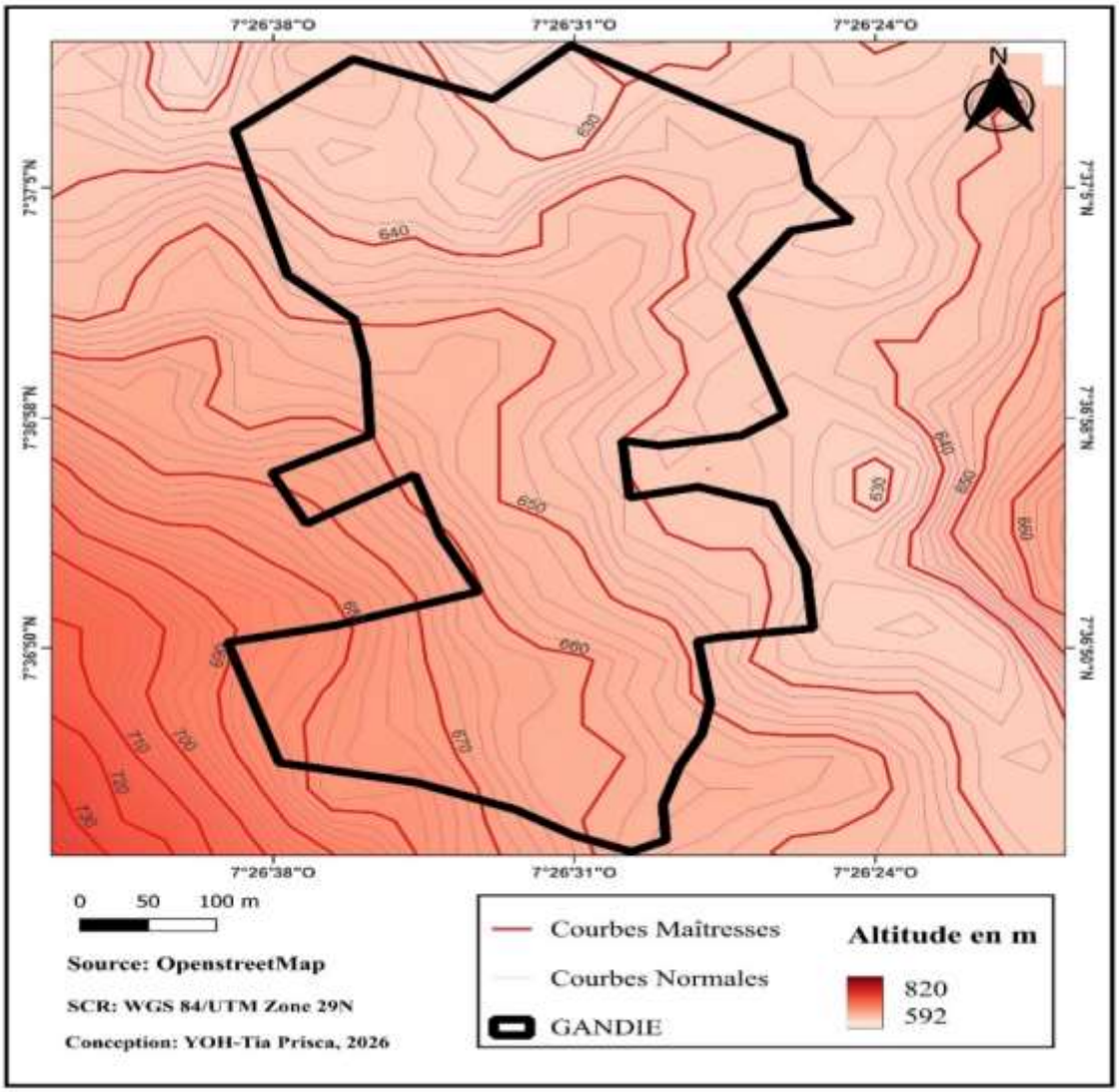


Figure 2 **:** Topographie de Gandié
Réalisation, YOH-TIA Prisca, 2026

La délimitation du territoire de Gandié montre que le village s'inscrit dans un espace irrégulier dominé par les contraintes topographiques. Le relief influence l'implantation des habitations et les infrastructures, les déplacements et les activités agricoles. Les secteurs les plus élevés se situent principalement au Sud-ouest de la carte où les altitudes dépassent localement 700m. Ce milieu présente des contraintes importantes pour l'ouverture des pistes rurales, l'accessibilité des équipements et la circulation des personnes et des biens.

2.1.2. Des risques environnementaux qui renforcent les contraintes de déplacement

Le village de Gandié est un espace de forte contrainte topographique comme le présente la Figure 2, où les habitants doivent composer avec les pentes, les pistes difficiles et la faible connectivité. La forte déclinaison de certains versants favorise l'érosion des sols, le ravinement et les risques de glissements de terrain. Les voies y sont quasi impraticables en saison de pluie du fait des risques de glissement de terrain qui occasionne de grands dommages au sein de la population. En 2021, l'on a enregistré un bilan 3 morts dans un glissement de terrain (Voir Planche 1) dont les victimes étaient un homme âgé de 57 ans et ses 2 jeunes enfants de 4 et 3 ans (NCI, 2021).



Planche 1 : Un glissement de terrain mortel à Gandié

Source : NCI, 2021

On y dénote de fréquents accidents liés à l'état de la route dépourvue de garde-fous. Un habitant décrit le danger : « *la chaussée est glissante lorsqu'il pleut. Quelqu'un qui tombe dans ce ravin là il va passer une semaine sans que personne ne sache qu'il est tombé. Pour quelqu'un qui ne connaît pas la voie, sincèrement c'est dangereux parce qu'il ne peut pas se rendre compte que ce ravin est à côté.* ». Les femmes sont parmi les principales victimes de ces accidents, du fait leur fréquence de déplacement liée au commerce et aux activités de soins. Lors de l'enquête, une habitante avait été amputée de la jambe gauche trois mois auparavant, après la chute du véhicule les transportant dans un ravin.

2.2. Des stratégies d'accès aux services de base sous fortes contraintes

2.2.1. S'approvisionner en eau malgré les pannes : puits, réservoir et eaux de surface

À Gandié, l'accès à l'eau repose moins sur un dispositif unique que sur une combinaison de solutions mobilisées selon l'état des équipements. Le village dispose de deux pompes à motricité humaine (PMH), mais leurs pannes répétées obligent les habitants à se reporter vers d'autres points d'approvisionnement. Les enseignants décrivent notamment le recours au réservoir installé dans l'enceinte de l'école, qui sert de solution de proximité lorsqu'il contient de l'eau. Selon eux, *« malheureusement, il n'y a pas d'eau. Se préparer pour les cours devient un véritable casse-tête-chinois. Il y a deux pompes mais malheureusement il se trouve que les pompes sont en panne. Donc c'est le seul pont d'eau que nous avons ici à Gandié pour se laver et malheureusement ce matin il n'y a point d'eau dans le réservoir* ».

Lorsque les pompes et le réservoir ne permettent plus de répondre aux besoins, les habitants se tournent vers les puits traditionnels, les rivières et les marigots. Cette alternance constitue une stratégie quotidienne d'adaptation à l'irrégularité du service. Elle permet de maintenir un approvisionnement minimal, mais au prix de déplacements supplémentaires et d'un recours à des sources dont la qualité n'est pas toujours maîtrisée. Les témoignages des enseignants montrent que cette contrainte touche directement l'hygiène et les conditions d'exercice à l'école : la recherche d'eau devient une activité préalable à la journée de travail.



Photo 3 : Réservoir d'eau

Cliché : YOH-TIA Prisca, 2026

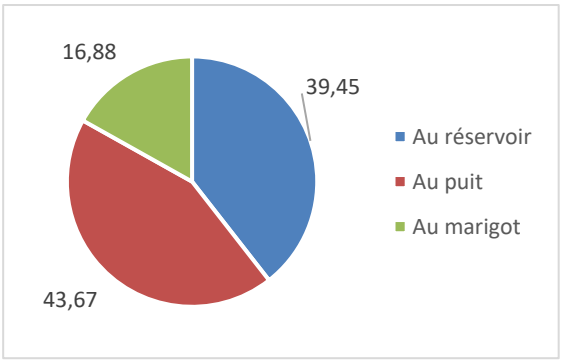


Figure 3 : Enquêtés selon le mode d'approvisionnement en eau

Source : Enquêtes de terrain, 2026

La figure 3 confirme cette pluralité des modes d'approvisionnement : 43,67 % des enquêtés déclarent utiliser principalement le puits, 39,45 % le réservoir et 16,88 % le marigot ou une autre source naturelle. Ces proportions montrent que, face à l'indisponibilité fréquente des PMH, les habitants ne restent pas sans solution ; ils répartissent leurs usages entre plusieurs ressources accessibles. Cette capacité de substitution demeure toutefois fragile, car elle dépend du niveau d'eau disponible, de la saison et de l'éloignement des points d'approvisionnement. Les interventions publiques menées dans le Tonkpi à travers les PSGouv ont permis la réalisation ou la réparation d'ouvrages hydrauliques, mais à Gandié l'enjeu principal reste la continuité du fonctionnement et de la maintenance des équipements.

2.2.2. *Se soigner sans centre de santé : recours de proximité et déplacements vers Gbonné*

L'absence de centre de santé à Gandié n'entraîne pas une absence totale de recours aux soins. Les habitants composent avec plusieurs solutions selon la gravité du problème, les moyens disponibles et la possibilité de se déplacer. La figure 4 montre que 44,02 % des enquêtés ont recours à la médecine traditionnelle, 27,53 % à l'automédication et 28,45 % au centre de santé. Le recours au tradipraticien constitue donc la solution la plus fréquente en raison de sa relative proximité. Une habitante blessée au poignet lors d'un accident affirme que : « *je suis obligé e de parcourir 4 kilomètre à pied pour consulter un guérisseur traditionnel, parce qu'ici il n'y a pas de centre de santé pour mes pansements.* ». La médecine traditionnelle apparaît ici comme une ressource accessible lorsque la mobilité vers une structure biomédicale est difficile ou trop coûteuse.

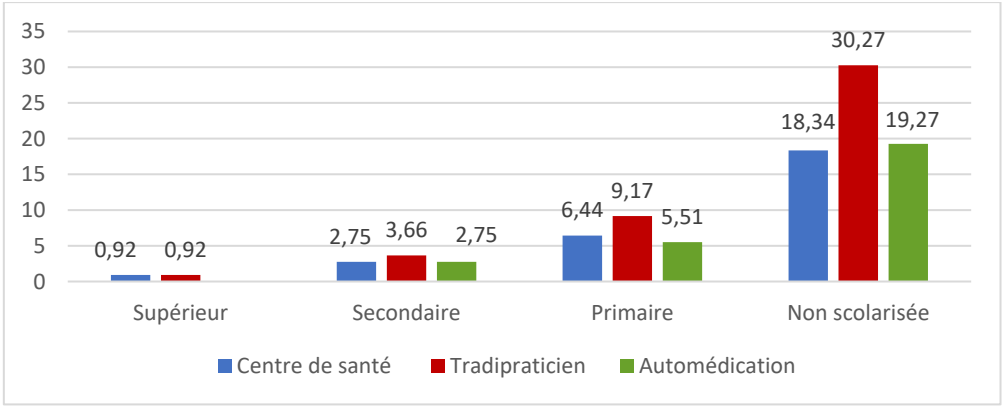


Figure 4 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction et le type de recours au soin

Source : Enquêtes de terrain, 2026

Alors que, des accidents de route et des blessures surviennent de façon régulièrement ajouté aux besoins quotidiens de santé en occurrence les consultations, les prises en charge des grossesses, les vaccinations des enfants etc. Une piste d'accès est elle-même devenue un facteur aggravant de la morbidité. Le centre de santé le plus proche se trouvant dans à 6 km dans la sous-préfecture de Gbonné est celui sollicité par 28,45% des enquêtés en cas d'urgences (accouchement, maladies graves nécessitant une intervention, etc.). Ce centre de santé urbain doté d'un dispensaire et d'une maternité financée par la Fondation ATEF OMAIS permet d'améliorer la prise en charge des femmes enceintes de la sous-préfecture et ainsi que celles en provenance de Gandié. Le personnel soignant est constitué d'un médecin-chef assisté par des infirmiers diplômés d'état et des sage-femmes. Mais en cas d'urgence dépassant le plateau technique du centre de santé de Gbonné, les patients sont évacués vers l'hôpital général de Biankouman ou le CHR de Man. La médecine traditionnelle n'apparait pas ici comme un choix opposé à la médecine moderne mais comme une solution de proximité dans un contexte de déficit institutionnel. Le système local de soins est donc hybride par nécessité parce que les populations combinent les ressources disponibles qu'elles soient biomédicales, traditionnelles, familiales ou communautaires. La santé est également affectée par les autres services. L'absence de route praticable retarde les évacuations. L'absence de réseau téléphonique empêche d'appeler rapidement d'appeler un proche ou une autorité. Le manque d'eau affecte l'hygiène. Les accidents de route produisent des blessures et des handicaps. Ainsi, la vulnérabilité sanitaire des populations de Gandié est moins le résultat d'un seul déficit cumulé d'un environnement territorial insuffisamment équipé.

2.2.3. *Maintenir la scolarisation malgré l'enclavement : ajustements des enseignants et appuis extérieurs*

Gandié dispose d'une école primaire de trois classes fonctionnelles accueillant 112 élèves âgés de 6 à 11 ans. La présence de cette école constitue la première réponse locale à l'éloignement des équipements éducatifs. Toutefois, les bâtiments, le plafond, les logements et les sanitaires des enseignants sont dégradés. Le maintien de l'activité scolaire repose alors en partie sur les ajustements des enseignants, qui continuent d'assurer les cours malgré des conditions de vie difficiles, le manque d'eau et l'état des logements. Certains choisissent notamment de ne pas faire résider leur famille sur place. Ces arbitrages permettent de préserver la continuité des enseignements, mais ils révèlent aussi la fragilité de cette solution, car la difficulté de séjour peut favoriser le renouvellement fréquent du personnel.



Planche 2 : Des classes de l'école primaire de Gandié présentant un plafond dégradé
Cliché : YOH-TIA Prisca, 2026

La présence physique de l'école ne suffit pas à garantir un accès effectif à une éducation de qualité. L'enclavement physique de Gandié dégrade les conditions d'enseignement de

manière multiforme. D'abord, les logements et les toilettes des enseignants sont dans un état de délabrement préoccupant, de ce fait, certains parmi eux n'osent pas y faire vivre leur famille (Voire Planche 3). Comme le témoigne le directeur de l'école primaire : « *les sanitaires, tout est ici est un défi. Ce sont les toilettes et c'est là je fais tout. Ah donc vraiment c'est difficile, même quand nous sommes dans les maisons, on a vraiment peur. La nuit on ne sait jamais ce qui peut se passer. Ce qui a fait que on a fait descendre toutes nos familles de l'autre côté parce qu'il ne peut pas y vivre dans cette maison».* Ces conditions de vie et de travail dégradées rendent difficile le maintien des enseignants à Gandié, alimentant un « turn-over pédagogique » préjudiciable à la continuité de la formation éducative des enfants. Portant malgré ces difficultés, les enseignants expriment un sens aigu de leur mission : « *Chaque jour, on s'encourage entre collègues. Ce n'est pas facile mais bon, on est obligé d'y rester par rapport à nos enfants parce que ce sont nos enfants, c'est l'avenir du pays. Et qui sait ? Demain, il en sortira peut-être un président, une présidente ici et ça sera notre fierté* ».



Planche 3 : Le logement des enseignants et leurs latrines dans un état délabré
Cliché : YOH-TIA Prisca, 2026

Les témoignages recueillis montrent que les enseignants s'appuient également sur une solidarité professionnelle pour maintenir le fonctionnement quotidien de l'école. À cette adaptation interne s'ajoutent des interventions extérieures : les autorités sous-préfectorales signalent des réhabilitations et des dotations en équipements éducatifs réalisées dans le Tonkpi avec l'appui de l'UNICEF et des Pays-Bas à travers le programme ASWA II. Toutefois, l'enclavement de Gandié limite la portée de ces dispositifs lorsque l'acheminement des matériaux, la maintenance des installations ou l'accès des équipes d'intervention deviennent difficiles. L'accès à l'éducation est donc maintenu, mais dans des conditions qui exigent des efforts supplémentaires de la part du personnel et de la communauté.

2.2.4. Se déplacer malgré l'état de la piste

2.2.4.1. La marche, la moto et le camion comme solutions contraintes

La piste reliant Gandié aux localités voisines est difficilement praticable, surtout en saison pluvieuse. Face à cette contrainte, les habitants adaptent leurs modes de déplacement : la marche et la moto deviennent les moyens les plus utilisables sur les pentes et les portions dégradées. Ces modes permettent d'assurer des déplacements indispensables, mais ils exposent les usagers aux chutes et aux accidents, notamment à proximité des ravins. La mobilité n'est donc pas interrompue ; elle est réorganisée autour de moyens plus souples, mais aussi plus risqués et moins capacitaires.



Planche 4 : Un automobiliste (8) sur la voie en terre (9) menant à Gandié
Cliché : YOH-TIA Prisca, 2026

Elle conditionne la santé en permettant l'évacuation des malades. Elle conditionne l'éducation en permettant ou non l'acheminement des matériaux scolaires. Elle conditionne l'économie en permettant ou non l'acheminement des produits agricoles. Et même l'eau et l'assainissement car la réparation des pompes et l'arrivée des équipements techniques supposent un accès physique au village. De plus, cette voie présente un caractère dangereux de mobilité. Les ravins, les pentes, les pistes glissantes produisent des accidents avec blessures et handicaps à vie survenu chez certains habitants. La route n'y est donc pas seulement insuffisante. Elle transforme le déplacement quotidien en exposition au risque d'accident. Cet état de fait confirme l'idée que l'accessibilité doit être analysée non seulement en termes de distance, mais aussi en termes de sécurité, de coût et de pénibilité. Pour ce qui concerne l'écoulement des produits agricoles, le commerce des producteurs de Gandié repose sur un seul camion, le seul transporteur du village depuis plus de 15 ans. De ce fait, l'accès au marché hebdomadaire de Man est soumis aux aléas de la disponibilité du camion, de l'heure de départ et de la capacité de chargement. Simon, intermédiaire commercial décrit le problème avec précision : « *s'il va à six heures avec les sacs, il y a assez de monde déjà. On n'arrive pas à acheter nos produits de premières nécessités. C'est même argent là on va prendre pour repayer les choses. Il y a des femmes qui achètent du poisson, de la viande de porc, de l'arachide etc.*». Ce rythme hebdomadaire du marché impose une cadence économique inexorable : rater une semaine de vente, c'est se retrouver sans revenus pendant quatorze (14) jours. Une commerçante du village illustre cette pression avec une acuité saisissante : « *j'ai pas de dépôt pour envoyer l'argent à mon fils à huit heures. Demain matin, il fréquente à Abidjan. Il dit son argent est finis. Je dois vendre la banane au 1 er tour du camion, sinon le 2ème tour viendra à midi. Alors que l'enfant a besoin de l'argent à 8h. C'est pour cela que je suis en train de le supplier sinon comment ferais-je ?* ». Cette réalité confirme la vulnérabilité des femmes rurales en Côte d'Ivoire.

2.2.4.2. *Une économie locale à potentialité contrainte par l'état de la route et les moyens de transports*

L'économie à Gandié repose essentiellement sur l'agriculture, qui constitue la principale source de subsistance des populations. Les cultures pratiquées sont à la fois vivrières et de rentes, notamment : le cacao, le café, la banane, le riz. L'analyse du tableau 1 montre que les populations de Gandié optent pour la diversification des cultures parmi lesquelles la production de la banane est plus importante que les autres cultures. 39,33% des agriculteurs interrogés, produisent de la banane. Lorsqu'on fait la combinaison de la banane avec les autres cultures soit le manioc et le riz, ce sont 84 producteurs de bananes, soit 56% des enquêtés.

Ensuite, nous trouvons, les producteurs de manioc avec 25,33% et enfin les producteurs de café représenté à 10%.

Cultures	Café	Manioc	Banane	Manioc, banane, riz	Manioc, légume, riz
Effectifs	5	18	59	15	13
%	10	25,33	39,33	16,66	8,66

Tableau 2 : Types de cultures cultivées par agriculteurs de Gandié
Source : Enquête de terrain, 2023



Planche 5 : Champ de banane (10) et Production de banane (11) prêt à la vente à Gandié
Cliché : YOH-TIA Prisca, 2026

Cependant, malgré ce potentiel agricole, les conditions d'écoulement des productions restent très limitées en raison de l'enclavement. Les femmes apparaissent particulièrement exposées à cette contrainte. Elles attendent le véhicule, l'unique qui accepte encore d'effectuer le trajet Gandié-Biankouma. Elles négocient le transport de leurs productions (Voir image 11 planche 5) craignant qu'elles n'arrivent trop tard au marché de Biankouma. Ainsi, leur revenu dépend du calendrier du marché hebdomadaire et du passage du camion. L'évacuation des produits agricoles est entravée par l'absence de voie praticable, entraînant des pertes post-récolte considérables. Une femme enquêtée affirme que « *pour évacuer les produits, vraiment c'est ça qui nous cause beaucoup de problèmes. On n'a pas de routes praticables, les femmes se fatiguent*. ». Une autre affirme que « *nous sommes parfois obligés de vendre 10 bananes à 25 FCFA mais souvent, ça pourrit ici parce que le commerce du village là le problème est quoi ? Il n'y a pas de route. Donc quand on envoie la banane au village, un régime peut te coûter 200 FCFA. Mais il vaut mieux laisser la banane en brousse et la donner à manger aux enfants.* ». Ce mécanisme de perte post-récolte et de surcoût logistique appauvrit directement les femmes productrices qui ne peuvent valoriser leur travail sur les marchés.

Gandié est un territoire agricole fertile, réputé dans la production des cultures de rentes à savoir le cacao, le café, la banane et le riz où les femmes sont au cœur des activités agricoles. Les femmes de cette localité occupent une place structurante dans l'économie villageoise et représentent 87% de notre échantillon (Voir Figure 5).

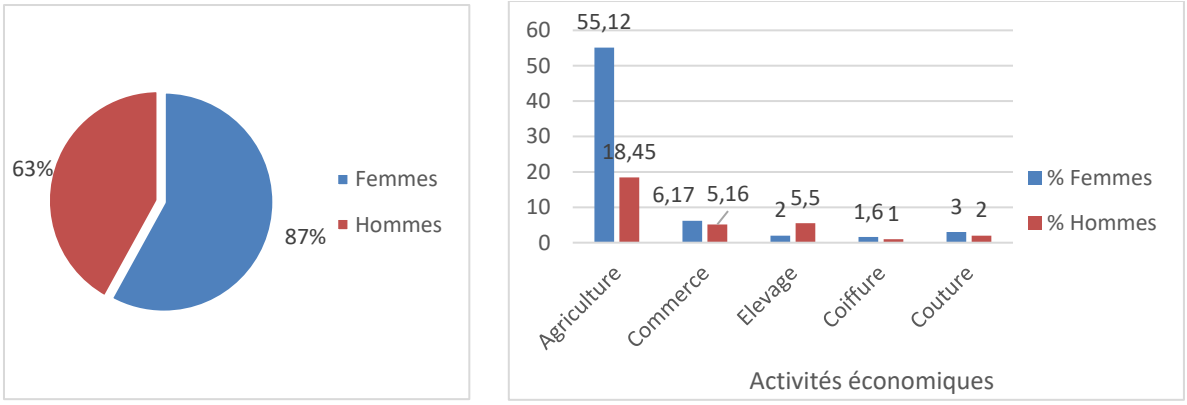


Figure 5 et 6 : Répartition des enquêtés selon le sexe et les activités économiques
Sources : Nos enquêtes de terrain, 2026

Les activités économiques y sont dominées par l'agriculture (73,57%), suivi du commerce (11,33%), l'élevage (7,5%), la couture (5%) et en dernière position la coiffure avec 2,6%. Ce qu'il faut noter aussi, les personnes enquêtées ont pour la plupart une double source de revenue.
La Figure 5 révèle que 55,12% des agriculteurs sont des femmes. Elles assurent l'essentiel de la production vivrière, de portage des récoltes et du commerce sur les marchés hebdomadaires. Les agriculteurs gravissent quotidiennement 800 mètres d'altitude pour atteindre les terres fertiles comme cela est visible sur la photo 12. Certaines femmes le font avec des charges sur la tête, enfants dans le dos et parfois enceintes. Monsieur Robert agriculteur confirme par les propos suivant **:** *« c'est ça qui nous fatigue et avec les bagages, et les femmes qui sont enceintes. ».*



Photo 12 : Parcours pour atteindre les plantations de banane à Gandié à plus de 800m d'altitude
Cliché : YOH-TIA Prisca, 2026

2.3. Communiquer malgré la faible couverture : points de captage et équipements adaptés

À Gandié, l'instabilité du réseau téléphonique conduit les habitants à développer des pratiques spécifiques pour maintenir le contact avec l'extérieur. La première consiste à se déplacer vers les rares points du village où un signal peut être capté. Ces lieux deviennent des espaces de communication partagés, particulièrement fréquentés aux moments où le réseau est perceptible. Une seconde stratégie consiste à utiliser certains téléphones considérés par les habitants comme plus performants dans les zones de faible couverture. Un enquêté explique ainsi avoir acheté un appareil dans l'espoir de mieux capter le signal, même si la connexion reste irrégulière.

Ces pratiques permettent d'effectuer ponctuellement des appels, de recevoir des informations ou de tenter des transactions financières à distance. Elles demeurent cependant très incertaines : les communications sont fréquemment interrompues et les opérations de mobile money obligent souvent les habitants à se rendre à Biankouma. Dans les situations d'urgence, cette fragilité du réseau complique également la mobilisation rapide d'un transporteur, d'un parent ou d'un soignant. L'accès à la communication repose ainsi sur une combinaison de déplacements vers des points de captage, d'équipements adaptés et, lorsque cela échoue, de déplacements physiques vers les centres urbains.

Discussion

Les résultats conduisent à déplacer l'analyse de la seule constatation des déficits vers les formes concrètes d'adaptation qui rendent l'accès encore possible. À Gandié, l'enclavement demeure une contrainte territoriale forte, mais les habitants ne sont pas passifs face à cette situation. Ils combinent plusieurs ressources, modifient leurs itinéraires, hiérarchisent leurs recours et utilisent les équipements disponibles de manière flexible. Cette lecture rejoint l'approche de M. Soumahoro et al. (2021, p172), pour qui l'enclavement rural relève d'un système de contraintes interdépendantes. Le relief et l'état des pistes, soulignés également par M. Soumahoro (2020, p45), n'empêchent donc pas toute mobilité ; ils en augmentent plutôt le coût, le risque et la pénibilité.

Pour l'eau, le passage des PMH au puits, au réservoir puis aux eaux de surface montre une capacité de substitution entre plusieurs ressources locales. Cette stratégie garantit une continuité minimale de l'approvisionnement, mais elle reporte une partie du coût du service sur les ménages en temps de déplacement, en effort physique et en incertitude sanitaire. Les observations de J. Kouakou et al. (2010, p136) sur les difficultés d'accès et de stockage de l'eau en Côte d'Ivoire permettent de comprendre pourquoi la disponibilité d'un ouvrage ne suffit pas à assurer un accès effectif lorsque la maintenance est défaillante. Le cas de Gandié illustre également les « effets contagions de l'enclavement » évoqués par M. Soumahoro (2007, p81) : les problèmes d'eau se répercutent sur l'hygiène, l'école et les conditions de travail des enseignants.

Dans le domaine sanitaire, la coexistence du recours au tradipraticien, de l'automédication et du déplacement vers Gbonné traduit moins une opposition entre médecine traditionnelle et biomédecine qu'une organisation graduée des recours. Les ménages privilégient les solutions les plus proches lorsqu'elles paraissent suffisantes, puis se déplacent vers des structures biomédicales lorsque la situation l'exige. Cette logique confirme les difficultés d'accès aux structures de soins dans les espaces ruraux enclavés relevées par A. Kouassi (2014, p82). Elle rejoint aussi les analyses de O. De Sardan et al. (2014, p26), qui montrent que les politiques de santé se confrontent aux réalités locales de mobilité et d'équipement. À Gandié, l'accès aux soins existe donc, mais sous la forme d'une chaîne de recours dont chaque étape dépend de la route, du transport disponible et de la communication.

L'école offre un autre exemple d'adaptation. L'établissement fonctionne malgré la dégradation des bâtiments, le manque d'eau et les mauvaises conditions de logement. La continuité scolaire est rendue possible par la présence et l'engagement des enseignants ainsi que par des interventions ponctuelles d'acteurs extérieurs. Toutefois, comme l'a montré M. Soumahoro (2013, p7), le relief et l'enclavement compliquent durablement la localisation et le fonctionnement des établissements scolaires en pays Toura. Les ajustements individuels des enseignants ne peuvent donc pas se substituer à une amélioration structurelle des conditions d'accueil. Cette limite rejoint la « revanche des contextes » décrite par O. De Sardan (2021, p54)

: une politique ou un équipement produit des effets restreints lorsque les conditions territoriales de sa mise en œuvre ne sont pas suffisamment prises en compte.

Enfin, la marche, la moto, le camion et les points de captage téléphonique constituent des dispositifs pratiques de connexion à l'extérieur. Leur importance confirme que l'accessibilité ne peut être réduite à la seule distance. E. Vigneron (2013, p45) insiste sur le rôle des conditions de mobilité, notamment le coût, la sécurité et la pénibilité. À Gandié, les habitants maintiennent les circulations grâce à des moyens adaptés à la piste, mais avec une exposition accrue aux accidents et à l'irrégularité du transport. De même, les déplacements vers les rares zones où le signal est perceptible et l'usage de téléphones jugés plus performants constituent des réponses locales à la fracture numérique. Ces pratiques réduisent partiellement l'isolement, sans supprimer les contraintes relevées par J. H. Ngou Djou (2024, p278) concernant l'accès aux services financiers numériques en milieu rural. L'ensemble de ces résultats montre donc une résilience pratique, mais fragile : les populations inventent des solutions pour maintenir l'accès, tandis que la faiblesse des infrastructures continue d'en limiter la sécurité, la régularité et l'efficacité.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser les modalités d'accès aux services de base mises en œuvre par les habitants de Gandié dans un contexte d'enclavement rural. Les résultats montrent que l'accès n'est pas totalement interrompu malgré la faiblesse des infrastructures. Il repose sur une série d'arrangements : alternance entre puits, réservoir et sources naturelles pour l'eau ; recours au tradipraticien, automédication et déplacements vers Gbonné pour les soins ; maintien de l'école grâce aux ajustements des enseignants ; usage de la marche, de la moto et d'un camion pour les déplacements ; recherche de points de captage et utilisation d'appareils adaptés pour communiquer. Ces pratiques permettent aux habitants de préserver des liens fonctionnels avec les services et avec l'extérieur. Elles ont cependant un coût élevé en temps, en effort, en argent et parfois en sécurité. Leur efficacité varie avec la saison, l'état de la piste, la disponibilité du transport, le fonctionnement des équipements et la couverture téléphonique. L'apport principal de l'étude est donc de montrer que l'enclavement produit moins une rupture absolue qu'un accès contraint, irrégulier et continuellement négocié par les populations. Les politiques de désenclavement gagneraient ainsi à renforcer simultanément la praticabilité de la voie, la maintenance des ouvrages hydrauliques, l'accès aux soins, les conditions de fonctionnement de l'école et la couverture numérique, afin que les stratégies locales cessent d'être des solutions de nécessité et deviennent des compléments à des services publics effectivement accessibles.

Références bibliographiques

BRUNET Roger, 1997, Territoires de France et d'Europe : raisons de géographe, Paris, Belin.

DIOMANDE Gondo, 2024, « *Contraintes socio-économiques et autonomisation des femmes rurales dans la Commune de Biankouma en Côte d'Ivoire* », Revue RASS. Pensée Genre, Penser Autrement, Vol. 2, N°2, https://doi.org/10.5281/zenodo.10952510, ISSN 2958-8413, consulté le 05 Octobre 2026 à 8h.

DIOMANDE Gondo, FOFANA Lacina Adama, et DIOMANDE Koui Lacina Evariste, 2024, « *Activités féminines et contribution aux ressources économiques des ménages ruraux dans la Commune de Biankouma (Côte d'Ivoire)* », Revue RASS. Pensée Genre, Penser Autrement, Vol. 4, N°1, https://doi.org/10.60842/RASS-PGPA.01.VOL.4.N2.2024, ISSN 2958-8413, consulté le 02 Octobre 2026 à 9h.

DE SARDAN Olivier et JEAN Pierre, RIDDE Valéry, 2014, « *Une politique publique de santé et ses contradictions. La gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger* », Revue Cahiers d'études africaines, N° 225, https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.20639, ISSN 1777-5353, consulté le 01 Octobre 2026 à 09h.

DE SARDAN Olivier Jean Pierre, 2021, La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà, Paris, Edition Karthala.

KOUAKOU Julie Ghislaine Sackou, OGA Serge, CLAON Stephan Jean et BAMA Martial, 2010, « *Conditions d'accès et de stockage de l'eau : enquête dans les ménages en zone périurbaine à Abidjan en 2010*» Santé Publique In CAIRN.INFO, Vol. 24, N°2, https://stm.cairn.info/revue-sante-publique-2012-2-page-133?lang=fr, ISSN 0995-3914, consulté le 01 Octobre 2026 à 09h.

KOUAKOU Kouassi Éric, 2025, « *Analyse prospective et orientations stratégiques de l'urbanisation dans le district autonome des montagnes (cote d'ivoire)* », Géovision, Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des dynamiques spatiales, Côte d'Ivoire, 13, pp. 213-229.

NGOU DJOU Jacquette Hortance, 2024, « Réduction de la fracture numérique par la monnaie numérique à l'Ouest Cameroun », Recherches et Regards d'Afrique, Togo, 3, pp. 278-292.

SOUMAHORO Moustapha, 2007, « Les interventions de l'État ivoirien dans le processus de développement en pays Toura : état des lieux et perspective », Revue canadienne des sciences régionale, Canada, 30, pp. 155-182.

SOUMAHORO Moustapha, 2013, « Contribution du SIG à la localisation optimale des établissements scolaires primaires dans le milieu rural Toura (Côte d'Ivoire) », Geosp.net, Tunisie, pp. 1-15.

SOUMAHORO Moustapha, 2020, « Espace rural Toura et développement local : portrait d'un territoire contrasté en recomposition et en transformation », Revue Canadienne de Géographie Tropicale, Canada, 5, pp. 8-16.

VIGNERON Emmanuel, 2013, « *Inégalités de santé, inégalités de soins dans les territoires français* », Les tribunes de la santé In CAIRN.INFO, France, 1, pp. 41-53.